



INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL CAFÉ
ORGANIZAÇÃO INTERNACIONAL DO CAFÉ
ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

ICC 105-25

15 octobre 2010
Original : anglais

F

**Groupe d'experts OIC sur le
financement dans le secteur du café
(21 septembre 2010)**

Résumé de synthèse

Contexte

1. Une réunion d'un Groupe d'experts sur le financement dans le secteur du café s'est tenue le mardi 21 septembre 2010 au siège de l'OIC à Londres, sous la présidence de M. David Brooks, Directeur des politiques sur les ressources naturelles et de l'examen des facteurs environnementaux, Bureau du représentant du Commerce des États-Unis (États-Unis). Le programme de cette manifestation a été distribué sous la cote ED-2093/10 Rev. 1.
2. Le Président a présenté un rapport de synthèse au Conseil à sa 105^e session, du 21 au 24 septembre 2010, dont le texte est joint à la présente. Le texte des exposés a été distribué aux Membres par voie électronique et est disponible sur le site web de l'OIC (www.ico.org/workshop.asp).

RAPPORT DE SYNTHÈSE DU PRÉSIDENT DU GROUPE D'EXPERTS SUR LE FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DU CAFÉ

L'objectif du Groupe était de faciliter un échange de vues, d'expériences et d'idées sur les questions liées au financement dans le secteur mondial du café, avec un accent particulier sur le rôle possible de l'Organisation en la matière, particulièrement en ce qui concerne les préparatifs pour les activités du Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café. Les orateurs suivants venant d'institutions multilatérales de développement, du secteur des institutions financières publiques des pays producteurs de café, du secteur des institutions financières privées et des ONG, ont fait de brefs exposés sur les travaux de leurs organisations dans le cadre du financement du secteur mondial du café et du Forum. Ces exposés ont été suivis d'un échange de vues entre les membres du Groupe et tous les Membres de l'OIC, sur des questions comme les possibilités et les obstacles au financement dans le secteur.

- **Banque mondiale** - Marc Sadler, Chef d'équipe, Gestion des risques agricoles, Département de l'agriculture et du développement rural
- **Banque asiatique de développement** - Barrow Michael, Directeur, Division du financement des infrastructures, Département des opérations du secteur privé
- *Fideicomisos en Relacion con la Agricultura, Mexique* - Rodrigo Sánchez Mujica, Directeur général
- **Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAPA), Brésil** - José Gerardo Fontelles, Secrétaire exécutif
- *Finance Alliance for Sustainable Trade (FAST)* - Noemí Pérez, Directeur exécutif

Résumé des débats

- Trois principaux types de financement sont requis : à court terme (pour les besoins de financement saisonniers, comme la récolte), à moyen terme (financement structuré du commerce) et à long terme (pour planter et rénover, etc.). Pour les producteurs, les deux derniers types de financement sont plus difficiles à mobiliser car ils exigent des garanties. Trois grands groupes de risques doivent être gérés : les risques de production (météo, parasites, etc.), les risques du marché (prix) et les autres risques.
- Il convient d'adopter une approche globale prenant en compte les facteurs qui vont au-delà de la finance. Il n'y a pas de solutions unique - les différences et les caractéristiques de chaque pays doivent être prises en compte.
- Il faut considérer ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné, et s'agissant des initiatives couronnées de succès, identifier les conditions de leur réussite. Même dans un climat financier difficile, il est possible de faire des affaires.

- Fournir des fonds aux exploitants peut être complexe et coûteux car, bien que les petits exploitants honorent leurs dettes, les montants en jeu sont peu élevés, la fourniture d'une garantie peut être difficile et le temps et les efforts nécessaires pour évaluer les prêts dans les zones rurales sont considérables. Il est nécessaire d'organiser les producteurs, de renforcer leurs capacités dans le domaine financier et d'envisager d'autres solutions comme l'utilisation des technologies nouvelles. Des exemples ont été donnés de coopératives et d'organisations ayant géré leurs crédits et mis en place des fonds de garantie. Les gouvernements doivent s'impliquer et coordonner ces activités pour le compte des petits exploitants.
- Dans de nombreux pays, les banques n'appréhendent pas pleinement les risques agricoles et il est nécessaire d'informer le secteur bancaire des besoins du secteur du café. Les programmes de formation des agents de crédit aux risques de prix et aux possibilités dans le café sont actuellement insuffisants.
- Il est nécessaire de distinguer entre le crédit de financement à long terme (rénovation des plantations, etc.) pour lequel des taux d'intérêt préférentiels peuvent être nécessaires et les fonds de roulement, dont les taux devraient être proches des taux du marché.
- Cinq points sont pris en compte par les institutions pour accorder un financement : les caractéristiques du producteur, son capital, sa capacité de paiement, les garanties et les conditions de crédit.
- Il peut être utile de créer des fonds d'urgence comme un fonds de réserve qui pourrait être utilisé par les producteurs pendant les périodes de crise pour rembourser les prêts etc.
- Le problème de la volatilité croissante des prix concerne de nombreux produits de base et ce qui se passe sur un marché a souvent des répercussions sur un autre. Les modèles existants de l'impact de la volatilité ne fonctionnent pas bien et la réglementation seule n'est peut-être pas la réponse. Ce problème concerne l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et affecte les pays du monde entier. Un changement de paradigme est nécessaire, selon une approche multipartite.
- La divergence apparente entre les marchés à terme et les marchés physiques est une grande préoccupation pour les producteurs, qui rend difficile la couverture des risques et les force à chercher d'autres moyens de gérer les risques de prix.
- Outre la volatilité des prix, le changement climatique est un domaine où les risques augmentent et l'assurance contre les intempéries et d'autres outils sont nécessaires pour gérer les risques. Les produits indexés, bien que complexes, offrent une possibilité.
- Les gouvernements Membres de l'OIC ayant une expérience considérable, il est possible d'apprendre les uns des autres. Parmi les exemples de travaux sur le financement de la filière café, on peut citer le Fonds de mise en valeur du café au Kenya, le Fonds de mise en valeur du café et du cacao au Cameroun, le système de récépissés d'entrepôt en Indonésie, l'assurance contre les intempéries en Jamaïque, un

projet de diversification et d'autofinancement en Equateur, le système hautement intégré du Guatemala et le système de financement au Honduras, en plus des exemples fournis par les experts qui sont intervenus.

- Faciliter les liens entre producteurs et l'ensemble des institutions financières est important – le marché en ligne FAST est un exemple d'outil qui peut fournir des services aux producteurs de café.
- S'agissant des institutions multilatérales, des travaux à orientation prédéterminée répondent aux priorités des gouvernements Membres, qui sont à leur tour influencées par les priorités des ministères internes.
- Les agriculteurs ont besoin d'un environnement politique stable et doivent être en mesure de se concentrer sur la qualité de leur récolte plutôt que sur les aspects commerciaux.

Remerciements

Le Président a remercié tous les intervenants pour leurs précieuses contributions, leur expertise et leur souplesse et a également exprimé sa gratitude aux Membres qui ont participé au débat et partagé leurs expériences, qui éclaireront les discussions sur la mise en œuvre du Forum par le Conseil.